

SEMINAIRE INFORMEL CUEPE
(J.Royer- jeudi 7 mars 2002)

PLAN DÉTAILLÉ

1- L'origine du Séminaire d'Addis-Abeba

- Initiative BIT et CNUCED, nécessité ressentie d'un rapprochement avec la Société civile (mode ? peut-être, mais positive)

- Problème : comment choisir des représentants de la Société civile ? - définition imprécise (ONG, mais Universités ? Syndicats ? Entreprises ?) et beaucoup de pièges : Succursales des ONG internationales / Gouvernement exclu, mais fausses ONG créées par Gouvernement ?

- Le réseau international L.J. Lebret, créé en 1972, 7 ans après la mort de L.J. Lebret qui avait semé dans les 5 continents une doctrine démocratique du développement solidaire et humain : *le développement de tout l'être humain (dans toutes ses dimensions, biologiques, culturelles, spirituelles - et pas seulement l'homo oeconomicus) et de tous les êtres humains (donc une répartition équitable des richesses).*

Le réseau, constitué par des personnes qui se déclarent disciples de L.J. Lebret (pas d'examen d'entrée) - réseau riche d'une nébuleuse de quelques 250 à 300 projets en majorité en Asie et Amérique latine, mais nombreux aussi en Europe et Afrique. Une petite équipe centrale, dix au plus, partagée entre Genève et Paris qui n'a aucun lien ni financier, ni de gestion avec les projets.

Quels types de projets ? très varié = majorité d'ONG responsables de développement local, mais aussi des syndicalistes, des autorités locales (par exemple Maires) et quelques universitaires. Tous au ras du sol : on peut leur appliquer le nom d'acteurs de terrain.

Le Centre avait organisé en 2000 un premier séminaire international à Beijing, à la demande des autorités chinoises, intéressées par l'approche du Centre en matière de mondialisation, telle qu'elle était exposée dans un document diffusé au Sommet social des Nations Unies (Genève, juin 2000).

En 2001, accord BIT / CNUCED et Commission Economique pour l'Afrique (CEA) pour confier au Centre le soin de réunir des représentants de la Société civile choisis dans le réseau international L.J. Lebret - en majorité Africains. Telle est l'origine du Séminaire d'Addis-Abeba, pour lequel la CEA a offert ses installations de réunion pour 3 jours fin octobre

2- Les participants

- 25 *acteurs de terrain* dont 7 femmes, en provenance de 15 pays africains et 2 hors Afrique : Afrique du Sud, Angola, Bénin, Burundi, République démocratique du Congo, Congo Brazzaville, Ethiopie, Guinée Bissau, Inde, Liban, Madagascar, Mozambique, Niger, Ouganda, Sénégal, Tanzanie, Zimbabwe

- 3 Africaines du Secrétariat de la CEA

- des représentants des organisateurs : BIT, CNUCED, Centre L.J. Lebreton.

Les acteurs de terrain peuvent se classer comme suit, suivant le domaine d'activité de leur projet :

- 8 projets liés à des petits producteurs, ruraux en général , y compris des syndicalistes et des projets de micro-crédits.

- 14 projets d'ONG se proposant de promouvoir la conscientisation et la formation des classes pauvres pour un développement humain dans la lignée de L.J. Lebreton et pour la démocratie.

- 3 projets de développement organisés par des autorités locales.

3- Les thèmes de discussion

A- Les pays pauvres dans l'économie globale : une évaluation par les acteurs de terrain

B- Projets de développement local et lutte contre la pauvreté

C- Emergence de la Société civile et rôle des Institutions publiques

D- Conflits armés : Le problème de la réconciliation

3A- Les pays pauvres dans l'économie globale : une évaluation par les acteurs de terrain

- 40 ans après l'indépendance, un constat accablant

- Les responsabilités : les gouvernants (corruption), les guerres, mais aussi un ordre international puissant et arrogant.

- Mis en accusation : (a) les pays riches, qui ont conçu une économie libérale internationale dont ils se réservent en priorité les fruits.

(b) Les Institutions de Bretton Woods (Banque mondiale, FMI, OMC) et les désastreux programmes dit “*d’ajustement structurel*”

- Les régions rurales, avec 60 % de la population, souffrent d’un ordre international qui fixe les prix et les échanges en dehors de leur contrôle. Un mot d’ordre : *la souveraineté alimentaire*. Mais, outre des modifications à introduire aux règles internationales des échanges, il faudra vaincre les réticences des lobbys urbains locaux .

Question : l’ordre international est-il amendable, ou n’y a-t-il d’autre alternative que son problème renversé ?

Réponse suggérée dans le rapport : *la mondialisation doit être prise comme un fait, sous peine d’une paralysie économique et sociale - mais il convient de mobiliser toutes les forces vives pour l’amender .*

3B- Projets de développement local et lutte contre la pauvreté

- Développement local : complexité et participation - rien n’est fait si les bénéficiaires ne prennent pas le contrôle - importance des volets conscientisation et formation. La technologie est seconde (FAO, Madagascar)

- causes de la pauvreté. Internes, externes. Souvent facteurs internes et externes se renforcent mutuellement - Ouganda, croissance annuelle de 5 à 8 % : les inégalités augmentent, contrairement à la théorie libérale du *trickle down* (retombées automatiques sur tous les revenus).

- Les femmes en Afrique . Rôle traditionnel important en économie - micro-crédit / approvisionnement des marchés urbains (cf. les flux de féministes missionnaires des années 60). Importance de promouvoir l’éducation des filles.

Banque Mondiale et lutte contre la pauvreté

3C- Emergence de la Société civile et rôle des Institutions publiques

- Société civile : une vieille institution africaine (exemple vécu : Agnis / Ashantis au Ghana et Côte d’Ivoire - le formalisme des réunions de village) Ici : *nombreuses ONG cherchant à créer une masse critique d’organisations civiles en fédérant et conscientisant les associations locales* Ex : Afrique de l’est et du Sud : MWENGO, Mali (le remarquable exemple de KAFO JIGINEW et ses démêlés avec la Banque mondiale) etc.

- Autorités locales : l'exemple emblématique de la ville de LUBUMBASHI

3D- Conflits armés : Paix et Développement

- Analyse : dérive des conflits ethniques vers des guerres civiles - la destructuration des esprits et une évolution vers des jugements manichéens et une négation haineuse de l'adversaire.

4- Quelques conclusions du séminaire

- Premier constat, le succès du séminaire, ressenti par tous les participants, diffuse un fort message de confiance pour l'avenir de l'Afrique au sud du Sahara (et merci au réseau Lebret pour le choix des participants).

- Priorité aux politiques agricoles. Exemple: Corée dans les années 60 - et réfléchir à la nécessité de groupements régionaux (type Union Européenne) pour lutter efficacement contre la concurrence internationale et réaliser la "souveraineté alimentaire".

- Lutte contre l'extrême pauvreté : programme OIT de sécurité socio-économique

- Aspects institutionnels de la légitimité et représentativité des ONG. La difficulté : les ONG sont créées pour résoudre des problèmes spécifiques et non pour représenter la société civile.

- Condamnation de tous les fondamentalismes et intégrismes.

- Les limites du développement local et du rôle de la Société civile : Mille projets isolés ne font pas le développement. Il faut des stratégies et des politiques globales à l'échelle nationale, mondiale. *Nécessité pour promouvoir le développement d'une harmonie entre quatre échelons de décideurs : associations locales, autorités locales, autorités nationales, ordre mondial .*
